

## Séance ordinaire du lundi 11 décembre 2023

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-trois et le onze décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ressources humaines et dialogue social

#### Présents :

Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Michaël DELAFOSSE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Clare HART, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Jean-Dominique DELAVEAU.

#### Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

## Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément à l'article L.313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial (CST).

A la suite du changement du mode de gestion du Tableau des emplois et des effectifs (gestion par cadre d'emplois), l'**annexe 1** présente une définition pour chaque motif qui fonde la modification des postes ainsi que la définition des éléments qui composent les annexes de présentation des évolutions des postes.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés, transformés ou mis en conformité dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article L.332-8 du Code général de la fonction publique portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des emplois et des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

### ***1. Créations de postes permanents***

Il est proposé la création nette de 5 postes permanents, dans le cadre de la réorganisation du Pôle biodiversité, paysages, agroécologie et alimentation (2 postes), du Pôle relations aux usagers, aux habitants et engagement citoyen (2 postes) et enfin du Pôle proximité espaces publics (1 poste).

Par ailleurs, 1 création de poste est liée au transfert d'un poste du Centre Communal d'Actions Sociales (CCAS) à la suite d'un avenant à la convention tripartite existante (Convention de Direction du Pôle des Solidarités), 10 créations (dont 4 au Pôle sécurité et tranquillité publique, 5 au Pôle relations aux usagers, aux habitants et engagement citoyen et 1 au Pôle culture et patrimoine) permettent de pérenniser la situation d'agents en mobilité ou d'accueillir des agents sur postes réservés.

Enfin, 2 créations de poste sont gagées par la suppression de postes au Pôle patrimoine immobilier et sobriété énergétique et au Pôle biodiversité, paysage, agroécologie et alimentation, tandis que 1 poste est créé dans un nouveau cadre d'emploi, il s'agit d'une transformation suite à réorganisation du Pôle Sports (suppression de l'ancien cadre d'emploi aux prochains CST)

Il est nécessaire, de créer au tableau des emplois et des effectifs lesdits postes permanents, comme mentionné dans l'**annexe 2** ci-jointe.

### ***2. Transformations***

Il est proposé de transformer 23 postes permanents, mentionnés à l'**annexe 3** ci-jointe.

### ***3. Mises en conformité***

Les 13 emplois permanents à temps complet pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emploi d'accès sont mentionnés à l'**annexe 4** ci-jointe.

### ***4. Suppressions***

Les 175 postes permanents proposés à la suppression, après avis du Comité Social Territorial du 30 novembre dernier, sont mentionnés dans l'**annexe 5**. Parmi ces postes :

- La mutualisation du Pôle patrimoine immobilier et sobriété énergétique vers la Métropole justifie la suppression de 109 postes Ville ;
- La poursuite de la mutualisation des Archives du Pôle culture et patrimoine vers la Métropole justifie la suppression de 19 postes Ville ;
- 14 postes sont à supprimer au Pôle éducation (suppressions de classes) ;
- 13 postes en dehors des pôles sont à supprimer à la suite de la pérennisation des agents au sein des pôles réorganisés ou départ d'agents qui étaient mis à disposition d'autres structures ;
- 11 sont supprimés en miroir à une création dans une délibération antérieure, au motif d'un ajustement/transformation de poste, mais qui n'avait pu être alors présenté en Comité Social Territorial.

### ***5. Ouverture de postes permanents au recrutement d'un agent non titulaire***

Il s'agit de confirmer la possibilité de recruter des agents non titulaires sur des postes permanents, sur le fondement de l'article L.332-8 du Code général de la fonction publique, un emploi permanent du niveau de

la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération. Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'**annexe 6** ci-jointe.

#### ***6. Synthèse des évolutions des postes permanents***

L'**annexe 7** présente le TEE dans sa version budgétaire et l'**annexe 8** le nombre total de postes théoriques par cadre d'emplois, catégorie et pôle mis à jour.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2023**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 23 décembre 2023**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 1 - Lexique Ville.pdf
- Annexe 2 - Créations.pdf
- Annexe 3 - Transformations.pdf
- Annexe 4 - Mises en conformité.pdf
- Annexe 5 - Suppressions.pdf
- Annexe 6 - Confirmations.pdf
- Annexe 7 - Tableau des emplois.pdf
- Annexe 8 - Nb postes théoriques.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20231211-254159-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/23  
Réception en Préfecture : 22/12/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.